

ANNEXE AU COMPTE FINANCIER 2023

RAPPORT DE L'AGENT COMPTABLE

*Conseil d'administration du 12 mars 2024
Olivier GIGNOUX, agent comptable*

Table des matières

Table des matières.....	2
Préambule	5
COMPTE DE RESULTAT.....	6
BILAN	7
1. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	8
2. LES METHODES ET LES PRINCIPES COMPTABLES	8
2.1. Comparabilité des comptes	8
2.1.1. Changements de méthodes comptables	8
2.1.2. Changements d'estimations comptables.....	8
2.1.3. Corrections d'erreurs d'exercices antérieurs.....	9
2.2. Principes et méthodes d'évaluation	9
2.2.1. Référentiel comptable	9
2.2.2. Système d'information budgétaire et comptable.....	10
2.2.3. TVA et secteur d'activité	10
2.2.4. Les immobilisations incorporelles et incorporelles.....	10
2.2.5. Le rattachement des charges et des produits à l'exercice.....	12
2.2.6. Les opérations pour compte de tiers	16
3. NOTES RELATIVES AU BILAN	16
3.1. L'actif immobilisé	17
3.1.1. Le parc immobilier	17
3.1.2. Les immobilisations incorporelles (hors en cours).....	18
3.1.3. Les immobilisations corporelles (hors en cours et parc immobilier)	18
3.1.4. Les immobilisations en cours	18
3.1.5. Les amortissements	19

3.1.6.	Les sorties d'immobilisation.....	19
3.1.7.	Les immobilisations financières	19
3.2.	L'actif circulant	20
3.2.1.	Créances sur entités publiques et autres créances.....	20
3.2.2.	Les avances et acomptes versés sur commandes	20
3.2.3.	Les charges constatées d'avance	20
3.2.4.	Les stocks et en cours.....	20
3.2.5.	Les produits à recevoir	21
3.3.	Valeurs mobilières de placement et trésorerie	21
3.4.	Les fonds propres	21
3.5.	Les provisions pour risques et charges	22
3.6.	Emprunts et dettes financières.....	23
3.7.	Les dettes non financières	23
4.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	25
4.1.	Les produits de fonctionnement.....	25
4.1.1.	Les produits sans contrepartie directe.....	26
4.1.2.	Les produits avec contrepartie directe	27
4.1.3.	Les produits financiers	28
4.2.	Les charges	28
4.2.1.	Les charges de consommations, d'approvisionnements et de services extérieurs	29
4.2.2.	La masse salariale.....	30
4.2.3.	Les autres charges de fonctionnement.....	30
4.2.4.	Les dotations aux amortissements, provisions, dépréciations et VNC des éléments d'actifs cédés.....	30
4.2.5.	Les charges financières	31
4.3.	Le résultat patrimonial.....	31
4.4.	La capacité d'autofinancement (CAF)	31

5. AUTRES INFORMATIONS	32
5.1. Evénements postérieurs à la clôture	32
5.2. Aspects environnementaux	33
5.3. Engagements hors bilan	33
6. LA STRUCTURE FINANCIERE	33
6.1. Le fonds de roulement (FDR)	33
6.2. La variation du fonds de roulement.....	35
6.3. Le besoin en fonds de roulement (BFR)	36
6.4. La trésorerie	37

Préambule

Ce document est établi selon les préconisations du fascicule 1 de l'instruction comptable commune du 19 décembre 2023 référencée BOFIP-GCP-23-0047.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023.

L'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (IEPG) est un établissement public administratif créé par le décret n°48-778 du 4 mai 1948 sur le site de Saint-Martin-d'Hères et soumis aux dispositions du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements. L'IEPG est un établissement-composante du grand établissement Université Grenoble Alpes par le décret n°2023-1034 du 8 novembre 2023 et pérennisant ses statuts fixés par le décret n°2019-1123 du 31 octobre 2019.

L'IEPG n'est pas habilité à bénéficier des responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines.

L'IEPG est soumis au régime budgétaire, financier et comptable défini aux articles R. 719-52 à R. 719-112 du Code de l'Education et, dans la mesure où il n'est pas dérogé à ce régime, aux dispositions des titres I et III du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP).

Les comptes de l'IEPG sont soumis au contrôle du contrôleur budgétaire régional (CBR).

En vertu de l'article 212 du décret GBCP, le compte financier est établi par l'agent comptable à la fin de chaque exercice, puis visé par la directrice de l'IEPG qui le soumet au vote du conseil d'administration, au plus tard soixante-quinze jours après la clôture de l'exercice. Il est accompagné d'un rapport de gestion établi par l'ordonnateur.

L'article 211 du même décret prévoit que le compte financier soumis au vote du conseil d'administration est constitué des éléments suivants :

- Les états des autorisations d'emploi et des autorisations budgétaires en exécution (tableaux 1 et 2) ;
- Le tableau d'équilibre financier en exécution (tableau 4) ;
- Les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret, à savoir :
 - Le bilan ;
 - Le compte de résultat ;
 - La présente « annexe des comptes annuels » ;
 - L'état de l'évolution de la situation patrimoniale en exécution ;
 - La balance des comptes des valeurs inactives.

Le compte financier est mis à disposition de la Cour des comptes, au plus tard le 30 avril.

Les données contenues dans l'annexe des comptes annuels sont exprimées en €, sauf indication contraire.

Seules les opérations ayant une importance significative ont été retenues.

Aucun arrêté intermédiaire de gestion n'a été réalisé en cours d'année en 2023.

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES (HORS TAXES)	Exercice 2023	Exercice 2022	PRODUITS (HORS TAXES)	Exercice 2023	Exercice 2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	3 923	6 307	<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	3 046 709	3 112 853
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe par l'organisme</i>	1 970 204	1 423 980	Subventions pour charges de service public	2 048 814	2 135 804
<i>Charges de personnel</i>	2 515 113	2 236 765	Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	894 848	902 822
Salaires, traitements et rémunérations diverses	1 877 463	1 788 401	Dons et legs		5 643
Charges sociales	611 932	421 753	Produits de la fiscalité affectée	103 047	68 584
Intéressement et participation			<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	3 079 654	2 854 447
Autres charges de personnel	25 718	26 611	Ventes de biens ou prestations de services	2 655 757	2 498 016
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	1 081 142	518 780	Produits de cession d'éléments d'actif		
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	400 975	205 593	Autres produits de gestion	423 897	356 431
			Production stockée et immobilisée		
			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
			<i>Autres produits</i>	232 635	126 068
			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	120 956	19 331
			Reprises du financement rattaché à un actif	111 679	106 736
			<i>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 971 357	4 391 425	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	6 358 998	6 093 368
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
<i>Charges d'intérêt</i>			<i>Produits des participations et des prêts</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>			<i>Produits nets sur cessions des immobilisations financières</i>		
<i>Pertes de change</i>	471	49	<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Autres charges financières</i>			<i>Produits des valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>			<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
			<i>Gains de change</i>	47	1 288
			<i>Autres produits financiers</i>		
			<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	471	49	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	47	1 288
Impôts sur les sociétés					
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	387 217	1 703 182	RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL CHARGES	6 359 045	6 094 656	TOTAL PRODUITS	6 359 045	6 094 656

BILAN

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	144 485	-138 383	6 103	9 815	Financements reçus	4 311 745	4 512 901
Immobilisations corporelles	8 846 371	-3 661 278	5 185 094	5 485 513	Financements de l'actif – Etat	3 777 199	3 988 702
Terrains	2 414 700		2 414 700		Financement de l'actif par des tiers	534 546	524 199
Constructions	2 920 578	-720 806	2 199 772	4 930 585	Fonds propres des fondations		
Installations techniques, matériels et outillage	53 681	-10 520	43 161	2 098	Ecarts de réévaluation		
Collections					Réserves	1 567 038	1 567 038
Biens historiques et culturels					Report à nouveau	5 691 406	4 109 070
Autres immobilisations corporelles	3 457 412	-2 929 952	527 461	543 303	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	387 217	1 703 182
Immobilisations corporelles en cours				5 809	Provisions réglementées		
Avances et acomptes sur commandes				3 717			
Immobilisations financières	5 000		5 000	5 000			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 995 857	-3 799 660	5 196 197	5 500 327	TOTAL FONDS PROPRES	11 957 406	11 892 193
ACTIF CIRCULANT					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Stocks					Provisions pour risques	60 000	30 000
Créances	1 849 433	-46 046	1 803 387	1 295 222	Provisions pour charges	8 910	99 866
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	217 157		215 157	16 990			
Créances clients et comptes rattachés	1 624 826	-46 046	1 578 780	1 276 649	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	68 910	129 866
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)					DETTES NON FINANCIERES		
Avances et acomptes versés sur commandes					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	462 128	438 542
Créances sur les autres débiteurs	7 449		7 449	1 583	Dettes fiscales et sociales	179 415	184 480
Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursements d'emprunts)	40 504		40 504	42 603	Avances et acomptes reçus	1 776 727	920 287
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	1 889 937	-46 046	1 843 891	1 337 826	Autres dettes non financières	591 134	363 064
TRESORERIE					Produits constatés d'avance	88 299	104 825
Disponibilités	8 083 911		8 083 911	7 195 104	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	3 097 703	2 011 198
Autres	120		120		TRESORERIE		
TOTAL TRESORERIE	8 083 931		8 083 931	7 195 104	Autres éléments de trésorerie passive		
					TOTAL TRESORERIE		
TOTAL GENERAL	18 969 725	-3 845 706	15 124 019	14 033 257	TOTAL GENERAL	15 124 019	14 033 257

1. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'agent comptable, Monsieur Lionel BRUNI, a été remplacé par Monsieur Olivier GIGNOUX à partir du 1er novembre 2023.

2023 est la 7ème année de gestion financière en mode GBCP, permettant une meilleure lisibilité des mouvements de trésorerie et des opérations budgétaires et comptables. La GBCP instaure l'autonomisation de la comptabilité budgétaire par rapport à la comptabilité générale : le fondement de cette autonomie est basé sur le fait que la comptabilité générale et la comptabilité budgétaire n'ont pas les mêmes objectifs et ne répondent pas aux mêmes règles de fonctionnement, les faits générateurs des inscriptions dans chaque comptabilité sont différents. Une écriture comptable peut avoir, soit un impact budgétaire et comptable, soit uniquement un impact comptable (écritures d'inventaire, amortissements, ...).

Les comptes de l'IEPG présentaient des anomalies comptables qui ont fait l'objet de corrections afin de se conformer à la réglementation en vigueur.

2. LES METHODES ET LES PRINCIPES COMPTABLES

2.1. Comparabilité des comptes

La qualité des comptes est une exigence constitutionnelle (article 47-2 de la Constitution) qui doit répondre notamment aux objectifs suivants :

- Les comptes doivent être conformes aux règles et procédures en vigueur ;
- Les comptes doivent être établis selon des méthodes permanentes dans le but d'assurer leur comparabilité.

2.1.1. Changements de méthodes comptables

En application de l'instruction du 6 décembre 2013 référencée BOFIP-GCP-13-0023 relative aux modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles, les financements reçus par des organismes publics et privés sont désormais valorisés dans le même exercice que les immobilisations auxquelles ils se rattachent. Ce changement de méthode permet d'éviter les décalages d'amortissement entre les actifs et les financements.

2.1.2. Changements d'estimations comptables

Néant

2.1.3. Corrections d'erreurs d'exercices antérieurs

Une erreur est une omission ou une inexactitude des états financiers de l'organisme portant sur un ou des exercices. Elle est corrigée de manière rétrospective dans les états financiers de l'exercice au cours duquel elle a été découverte. Au titre de l'information comparative retraitée, l'exercice antérieur est présenté corriger de cette erreur. Les corrections d'erreurs sur exercices clos et les effets rétrospectifs liés aux changements de méthodes ou d'estimations comptables sont exclus du résultat de l'exercice et comptabilisés via les comptes de report à nouveau du bilan d'ouverture (comptes 11000000 et 11900000).

Sur l'exercice 2023, les corrections ont porté sur les opérations suivantes :

- L'intégration du patrimoine immobilier (terrain et bâtiment) conformément à l'instruction du 6 décembre 2013 référencée BOFIP-GCP-13-0023 ;
- La reprise d'amortissements sur l'intégration du bâtiment de l'IEPG ;
- Les corrections d'amortissements sur les biens immobilisés.

A noter que l'établissement affecte le résultat de l'exercice sur les comptes de report à nouveau depuis l'exercice 2016.

La comptabilisation à l'affectation du résultat des comptes 11000000 et 11900000 est soumise au vote du Conseil d'administration.

2.2. Principes et méthodes d'évaluation

2.2.1. Référentiel comptable

Les comptes de l'IEPG, établissement public administratif (EPA), doivent être établis selon :

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les principes édictés par le recueil des normes comptables des établissements publics publié par arrêté du 1er juillet 2015 modifié par l'arrêté du 23 novembre 2018, l'instruction comptable commune et le plan de compte commun,
- Les instructions DGFIP du 20 novembre 2013 relatives aux subventions reçues et aux modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles,
- L'instruction DGFIP du 27 novembre 2013 sur les passifs sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2.2. Système d'information budgétaire et comptable

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'IEPG utilise le progiciel de gestion intégrée SIFAC, adapté du logiciel SAP et dont la maintenance est assurée par l'AMUE.

2.2.3. TVA et secteur d'activité

Trois secteurs de TVA, au sens de la déductibilité de l'impôt :

- Secteur exonéré : dépenses affectées à la formation initiale et à la formation continue ;
- Secteur taxé : dépenses affectées à la recherche valorisable ;
- Secteur mixte : dépenses relatives à des opérations relevant du secteur mixte (dépenses relevant à la fois des activités exonérées et imposées) ; coefficient de taxation forfaitaire établi à 3% pour l'exercice 2023 (inchangé depuis 2021).

2.2.4. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Principes généraux

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont des actifs identifiables non monétaires dont l'utilisation s'étend sur plus d'un exercice et ayant une valeur économique positive pour l'IEPG. Cette valeur économique positive est représentée par des avantages économiques futurs ou le potentiel de service attendu de l'utilisation du bien.

Les normes n°5 et n°6 de l'instruction comptable commune définissent les règles applicables aux immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Ce coût est constitué du prix d'achat et des coûts directement attribuables (frais accessoires) engagés pour mettre l'actif en état de fonctionner selon l'utilisation prévue à la date à laquelle l'IEPG décide d'acquérir ou de produire l'immobilisation.

Les frais accessoires engagés pendant la période d'acquisition ou de production sont inclus dans le coût d'acquisition. Ce sont toutes les charges directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagées pour mettre l'actif en état de fonctionner. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont inclus. Les organismes soumis à l'impôt sur les sociétés peuvent comptabiliser ces frais accessoires en charges sur l'option (qui a un caractère irrévocable).

Tout bien, répondant à la définition d'une immobilisation et dont le coût unitaire est supérieur à 500.00 € hors taxe, est inscrit à l'actif (cf. délibération du

conseil d'administration n°CA-2019-36 du 8 octobre 2019).

L'instruction comptable BOFIP-GCP-23-0047 du 19 décembre 2023 (fascicule n°6) impose à l'ordonnateur de réaliser un inventaire physique des actifs immobiliers et mobiliers de l'organisme et de le transmettre à l'agent comptable qui procède au rapprochement entre les données physiques et les données comptables et aux éventuelles corrections nécessaires à la fiabilisation complète du bilan.

Parc immobilier

Le parc immobilier est composé d'un terrain et d'un bâtiment remis en dotation à l'IEPG et inscrit au bilan sur la base d'une évaluation en valeur vénale par les services locaux de France Domaines. L'évaluation a été réalisée à la date du 31 décembre 2009. Le terrain est comptabilisé pour la valeur définie par l'évaluation de France Domaines et ne fait pas l'objet d'un amortissement comptable.

Sur ce patrimoine immobilier et conformément à l'instruction comptable commune, l'établissement pratique la méthode de l'amortissement neutralisé qui consiste en la comptabilisation d'un produit équivalent à la charge d'amortissement comptabilisée.

Le principe optionnel de l'amortissement comptable par composant n'a pas été retenu par l'IEPG.

Les amortissements

L'amortissement est pratiqué selon le mode linéaire au prorata-temporis, à compter de la date de mise en service des biens.

Le plan d'amortissement propre à chaque catégorie d'actif ci-dessous, par compte comptable, a été adopté par le Conseil d'administration lors de sa séance du 8 octobre 2019 (cf. délibération CA-2019-36) :

Catégorie de biens	Durée d'amortissement
Logiciels	3 ans
Conception - réalisation portail internet	4 et 6 ans
Agencements de terrains	20 ans
Constructions	50 ans
Constructions légères	30 ans
Matériels scientifiques, d'enseignement	7 ans
Matériels de transport	5 ans
Matériel de bureau	10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	5 ans

Les financements externes de l'actif (FEA)

L'établissement a mis en œuvre les dispositions de l'instruction du 18 décembre 2012 relative à la comptabilisation des financements externes de l'actif. Les financements rattachés à des actifs sont principalement composés de la valeur des biens dévolus et des biens mis à disposition, ainsi que des subventions d'investissement destinées à financer des opérations immobilisables.

Ces financements sont rattachés à des actifs clairement identifiés et repris au résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'ils financent.

L'inscription à l'actif des biens remis en dotation à l'IEPG a pour contrepartie une rubrique spécifique en fonds propres.

Un financement rattaché à un actif évolue systématiquement avec l'actif qu'il finance. Ce principe se décline selon les modalités suivantes pour un actif amortissable et non amortissable :

- Pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé ;
- Pour un actif non amortissable, le financement est maintenu dans les capitaux pour son montant initial.

Dans le cas d'un financement octroyé sans condition, celui-ci est comptabilisé au passif lors de la notification du financeur.

Dans le cas d'un financement octroyé sous condition (transmission d'un état récapitulatif des dépenses (ERD)), le financement est reconnu :

- Lors de la transmission de l'ERD,
- A la clôture à hauteur des dépenses réalisées et pour la part financée (totale ou partiel) par le biais d'un financement à recevoir.

Les dépréciations

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable à la clôture de l'exercice.

2.2.5. Le rattachement des charges et des produits à l'exercice

En vertu du principe général d'indépendance des exercices, les charges et produits sont rattachés à l'exercice au cours duquel leur fait générateur est né (charges) ou a été acquis (produits).

Les charges à payer

Les charges à payer sont constituées :

- Des services faits certifiés sur les commandes de biens et de services et non payés au 31 décembre 2023 (compte 40810000 pour les dépenses

- de fonctionnement et 40840000 pour les dépenses d'investissement) ;
- Des charges à payer à comptabiliser (CAPAC) sur commandes de biens et de services sans commandes d'achat et sans services faits (compte 40811000 pour les dépenses de fonctionnement et 40841000 pour les dépenses d'investissement).
- Des charges de personnel à payer en 2024 au titre des droits et rémunérations acquis en 2023,
- Des heures complémentaires à payer,
- Des congés payés non pris pour les personnels sur budget propre.

Les passifs sociaux constituent des engagements financiers pris par l'Université à l'égard de ses personnels, dont le dénouement interviendra sur un autre exercice.

L'instruction du 27 novembre 2013 de la DGFIP précise les modalités de comptabilisation à la date de clôture des droits à congés, du compte épargne-temps, des heures supplémentaires et complémentaires, à savoir, selon le cas, charge à payer ou provision pour charge.

- **Droits à congés :**

A ce titre, l'Université comptabilise une charge à payer pour l'ensemble des catégories de personnel. Les charges à payer au titre des congés payés non pris au 31 décembre ont été calculées agent par agent en prenant en compte les droits à congés et droits RTT à consommer desquels on soustrait les droits consommés. Le solde obtenu est multiplié par le coût journalier brut chargé.

- **Les vacances et heures complémentaires :**

S'agissant de personnels extérieurs à l'établissement, la charge est estimée au vu du recensement du nombre d'heures complémentaires correspondant à des services faits d'enseignement n'ayant pas donné lieu à paiement avant le 31 décembre.

- **Les congés payés non pris et les jours épargnés sur compte épargne temps (CET) :**

En ce qui concerne les jours inscrits ou maintenus sur CET, les provisions pour charges ont été évaluées, agent par agent, sur la base du produit du coût moyen journalier de l'agent.

Les jours « monétisables » et les jours intégrés à la RAFP sont évalués en charges à payer pour le nombre de jours multiplié par les valeurs forfaitaires brutes suivantes : pour un agent cadre A : 135 €, pour un cadre B : 90 € et pour un cadre C : 75 €.

Ces trois catégories de passifs sociaux sont soumises aux charges sociales.

- **Le remboursement transport**

Cette charge correspond aux remboursements des frais de transport domicile/travail non versés aux agents à la date du 31 décembre.

- **L'indemnité télétravail**

Cette charge correspond à l'indemnité forfaitaire pour tous les agents qui exercent leurs missions en télétravail dans les conditions et modalités fixées par le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 complété par l'arrêté du 26 août 2021, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2022. Elle correspond à la part non versée du 1er septembre au 31 décembre. Le nombre de jours de télétravail pris en compte correspond au nombre de journées hebdomadaires télétravaillées, une demi-journée comptant pour un jour entier.

Les produits à recevoir (PAR)

L'ordonnateur doit, en fin d'exercice, identifier et communiquer au comptable les informations relatives aux produits à recevoir. Il s'agit d'une part, des créances constatées qui n'ont pas encore été traduites par une facture de vente au 31 décembre 2023 et, d'autre part, des factures de vente créées mais non validées par l'ordonnateur au 31 décembre 2023. Le comptable recense également en fin d'exercice les factures de vente non prises en charge comptablement.

Dès lors, l'ensemble de ces créances, qui n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation dans le système d'information, doivent être enregistrées en produits à recevoir à l'aide d'une demande de comptabilisation.

Ainsi, conformément au principe des droits constatés, une vente doit être rattachée à l'exercice écoulé si, à la date de clôture, la livraison a été effectuée alors même que la facture n'a pas encore été établie.

Les produits à recevoir sont comptabilisés dès lors que les éléments constitutifs sont tangibles et certains. La comptabilisation des produits à recevoir s'effectue au compte 41810000.

14

Les charges constatées d'avance (CCA)

Les charges constatées d'avance sont des charges comptabilisées au cours d'un exercice mais qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation n'interviendra qu'au cours de l'exercice suivant. Elles doivent être exclues des charges de l'exercice écoulé pour être transférées dans les charges de l'exercice suivant. Si l'organisme est soumis à la TVA, la charge constatée d'avance est comptabilisée hors taxe (la TVA a déjà été constaté sur l'exercice N). Le compte de charges constatées d'avance est un compte d'actif (48600000).

Dans le cas d'une dépense avec engagement juridique (EJ), la charge est constatée lors de la certification du service fait par l'ordonnateur qui doit, en lien avec le service métier, identifier les charges relatives aux exercices ultérieurs.

Dans le cas d'une dépense sans EJ, la charge est constatée lors de la comptabilisation de la demande de paiement.

Les recettes de l'établissement

Les recettes sont généralement constatées :

- Lors de l'inscription des étudiants pour les droits universitaires de formation initiale dans leur intégralité ;
- A l'avancement de la formation continue,

- A l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- A la mise à disposition de personnel,
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations,
- Concernant les contrats de recherche pluriannuels (voir ci-dessous).

Les contrats de recherche pluriannuels

L'IEPG applique les principes de l'instruction du 6 décembre 2013 référencée BOFIP-GCP-13-0023, notamment la méthode à l'avancement, ce qui nécessite un suivi, par contrat, des produits et coûts imputables à chaque contrat.

Les charges ayant concouru à l'exécution de chaque contrat au cours de l'exercice sont donc compensées par l'enregistrement de produits limités au montant de celles-ci.

A la clôture de l'exercice, un recensement des opérations comptabilisées au titre des contrats signés est réalisé, en croisant les données issues de SIFAC. Selon le cas, un produit à recevoir ou un produit constaté d'avance est comptabilisé, de telle sorte que le montant cumulé des produits coïncide avec le montant cumulé des charges. Les écritures générées ont ainsi qu'un impact en comptabilité générale.



2.2.6. Les opérations pour compte de tiers

L'IEPG applique les nouvelles modalités de comptabilisation des « opérations pour compte de tiers » induites par la mise en œuvre de l'instruction comptable commune et la circulaire budgétaire, au sein desquelles figurent notamment les dispositifs d'intervention pour compte de tiers. Ceux-ci correspondent aux versements de l'État, de l'Union Européenne ou d'une autre entité, au profit de l'IEPG, qui les redistribue, sans marge d'appréciation, au bénéficiaire final de la mesure d'aide.

L'IEPG est un intermédiaire dans le dispositif d'intervention qu'il met en œuvre au profit de tiers.

Pour que l'opération entre dans la catégorie des dispositifs pour compte de tiers, trois critères cumulatifs doivent être remplis :

- Trois intervenants prennent part au dispositif : le tiers financeur (État, Union Européenne etc.), l'IEPG et le bénéficiaire final ;
- L'IEPG ne dispose d'aucune autonomie dans la prise de décision ;
- Le financement du dispositif n'est pas assuré par l'IEPG, mais par les tiers financeurs.

Ces opérations sont enregistrées dans des comptes dédiés de la classe 4. L'absence de marge de manœuvre de l'IEPG sur ces opérations quant à la redistribution des fonds justifie l'exclusion de celles-ci du périmètre du compte de résultat : elles n'ont aucun impact sur le résultat patrimonial.

3. NOTES RELATIVES AU BILAN

ACTIF	2022	2023		PASSIF	2022	2023
% total actif	39.2%	34.4%		% total passif	84.7%	79%
Actif net immobilisé	5 500 327	5 196 197		Fonds propre	11 892 193	11 957 406
				% total passif	0.9%	0.4%
				Provisions pour risques et charges	129 866	68 910
% total actif	9.5%	12.2%		% total passif	0%	0%
Actif net circulant	1 337 826	1 843 891		Dettes financières	0	0
% total actif	51.3%	53.4%		% total passif	14.4%	20.6%
Trésorerie	7 195 104	8 083 931		Dettes non financières	2 011 198	3 097 703
TOTAL GENERAL	14 033 257	15 124 019		TOTAL GENERAL	14 033 257	15 124 019

La structure du bilan montre que l'actif net immobilisé est en baisse en 2023 de 4.8%, l'actif net circulant progressant de 2.7%. La trésorerie est en progression de 2.1% sur l'exercice. Les fonds propres assurent le financement des investissements à hauteur de 79%. Les dettes non financières sont en augmentation de 6.2% en total du passif.

3.1. L'actif immobilisé

ACTIF IMMOBILISE		Valeur brute 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Retraitements	Transferts	Valeur brute 31/12/2023
Immobilisations incorporelles		144 485					144 485
205	Logiciels	128 703					128 703
208	Autres immobilisations incorporelles	15 782					15 782
Immobilisations corporelles		8 667 863	3 704 727	(3 531 948)		5 729	8 846 371
211	Terrains	0	2 414 700				2 414 700
213	Constructions bâtiments	3 390 555	975 855	(3 390 555)			975 855
213	Constructions travaux	148 918					148 918
213	Constructions agencements	120 554		(120 554)			0
213	Constructions agencements	1 627 556	182 455	(17 122)		2 914	1 795 804
215	Installations techniques	10 339	43 343				53 681
218	Autres immobilisations corporelles	3 366 224	88 374			2 814	3 457 412
238	Avances sur immobilisations	3 717		(3 717)			0
Immobilisations corporelles en cours		5 809	(80)			(5 729)	0
231	Immobilisations en cours	5 809	(80)			(5 729)	0
Immobilisations financières		5 000					5 000
271	Autres titres	5 000					5 000
Total		8 823 158	3 704 647	(3 531 948)		(0)	8 995 857

Le montant brut de l'actif immobilisé a faiblement augmenté de 172 699 € en variation nette, passant de 8 823 158 € au 31 décembre 2022 à 8 995 857 € au 31 décembre 2023, soit une hausse de 1.9%. Les immobilisations incorporelles (logiciels et licences) n'enregistrent aucune entrée sur l'exercice 2023.

3.1.1. Le parc immobilier

La Cour des Comptes, dans le cadre de la certification des comptes de l'Etat, avait relevé en 2005 de graves lacunes en matière de comptabilisation du parc immobilier de l'Etat et de ses opérateurs, parmi lesquels les universités (EPSCP) et les établissements-composantes. Cette lacune a motivé une réserve substantielle de la Cour sur le compte 26 de l'Etat « *Participations et créances rattachées à des participations du compte général de l'Etat* ». A compter de 2006, un vaste chantier a été engagé avec les opérateurs de l'Etat afin de recenser, évaluer et comptabiliser leur parc immobilier.

L'objectif était de déterminer quels étaient les biens remis par l'Etat à ses opérateurs à titre de dotation ou d'affectation, ainsi que les biens dont ils avaient totalement le contrôle (mis à disposition par d'autres collectivités publiques par exemple), non comptabilisés dans les comptes de ces opérateurs, et quelles étaient les valeurs actuelles de ces biens. L'IEPG, alors composante de l'Université Pierre Mendès-France, a été concerné par cette opération.

La première phase avait consisté en un recensement des biens contrôlés par l'IEPG, la deuxième à l'évaluation de leur valeur par France Domaine à la date du 31 décembre 2009.

Le parc immobilier est composé d'un terrain et d'un bâtiment remis en dotation à l'IEPG et inscrit au bilan sur la base d'une évaluation en valeur vénale par les services locaux de France Domaines pour un montant de 3 390 555 €. L'établissement a comptabilisé une fiche d'inventaire sans distinguer le bâtiment du terrain sans respecter les principes d'amortissement de l'instruction comptable commune. En effet, un terrain ne fait pas l'objet d'un amortissement comptable alors que pour un bâtiment s'applique la méthode de l'amortissement neutralisé qui consiste en la comptabilisation d'un produit équivalent à la charge d'amortissement comptabilisée.

Une correction par le report à nouveau (110) a donc été effectuée sur l'exercice 2023 (information CA 5 décembre 2023) :

- Le terrain a été intégré pour un montant de 2 414 700 € avec une date de mise en service au 1^{er} janvier 2010 et ne fait pas l'objet d'un amortissement comptable ;
- Le bâtiment mis à disposition par l'Etat a été intégré pour un montant de 975 855 € avec une date de mise en service au 1^{er} janvier 2010 ;

Les travaux réalisés sur ces biens jusqu'au 31 décembre 2009 ont été sortis des comptes de l'IEPG, ainsi que les financements associés, considérant que la date de valeur des nouvelles évaluations de France Domaine était au 1^{er} janvier 2010 (délibération CA-2023-47).

Une correction a également été effectuée pour des travaux financés et qui généraient à tort un amortissement neutralisé pour un montant de 120 554€.

18

3.1.2. Les immobilisations incorporelles (hors en cours)

Ce poste se compose des logiciels et licences acquis par l'IEPG. 94% des fiches inventoriées ont une date de mise en service antérieure à 3 ans.

3.1.3. Les immobilisations corporelles (hors en cours et parc immobilier)

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 314 092 €. Il s'agit principalement de matériels informatiques et audiovisuels.

Aucun inventaire physique n'a été réalisé par l'IEPG.

64% des fiches inventoriées ont une date de mise en service antérieures à 2017.

3.1.4. Les immobilisations en cours

Les immobilisations en cours sont constituées des projets immobiliers portés par l'IEPG. L'ensemble des travaux réalisés ont été transférés pour 5 729€.

3.1.5. Les amortissements

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS		Amortissements 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Retraitements	Amortissements 31/12/2023
Immobilisations incorporelles		134 671	3 712			138 383
2805	Logiciels	134 671	3 712			138 383
Immobilisations corporelles		3 188 159	490 240	(17 122)		3 661 278
2813	Constructions	23 553	295 735			319 287
2814	Agencements	333 445	85 195	(17 122)		401 579
2815	Installations techniques	8 229	2 280			10 520
2818	Autres immobilisations corporelles	2 819 391	107 031			2 929 952
Total		3 322 830	493 952	(17 122)		3 799 660

En 2023, les amortissements cumulés ont augmenté de 476 830 €. Cette augmentation sensible de 14.35% est le résultat principalement de l'amortissement neutralisé du bâtiment IEPG : 273 239 € pour la reprise d'amortissement de 2010 à 2022 et 19 517 € pour 2023.

Au 31 décembre 2023, la valeur brute des immobilisations (hors immobilisations en cours) est de 8 995 857 €. Après déduction des amortissements, leur valeur nette est de 5 196 197 €, en diminution de 5.5%.

A noter que la balance comptable des amortissements ne cadre pas avec le module des immobilisations. L'écart est en valeur absolue de 17 841 €.

Les fiches d'inventaire totalement amorties représentent 64% de l'inventaire comptable total (hors immobilier).

L'actif net immobilisé représente 34.4% de l'actif net total et tend à diminuer de près de 12%.

L'IEPG n'a identifié aucune dépréciation de ses immobilisations.

19

3.1.6. Les sorties d'immobilisation

L'IEPG a procédé à la sortie des travaux réalisés antérieurement à l'intégration des biens immobiliers (délibération CA-2023-47 du 5 décembre 2023) pour un montant de 137 676 € et un amortissement exceptionnel de 17 122 €.

3.1.7. Les immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de la prise de participation au capital des Presses universitaires de Grenoble pour un montant de 5 000 € (délibération CA-2020-46).

3.2. L'actif circulant

L'actif circulant est constitué avant tout par les « créances clients et comptes rattachés » et les « créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et Commission européenne ».

3.2.1. Créances sur entités publiques et autres créances

Le suivi du recouvrement est régulier et le volume des créances douteuses demeure aussi limité que possible. La procédure de relance en vigueur au sein de l'établissement, après deux courriers à l'intéressé, se finit le cas échéant par une phase contentieuse.

Le montant des créances est en très forte augmentation sur l'exercice 2023 passant de 1 295 222 € à 1 849 433 € soit une augmentation de près de 42%. Après prise en compte de la dépréciation des créances supérieures à 1 an, l'augmentation est de 39 %. Cette augmentation s'explique par la comptabilisation au compte 4411 de 217 000 € de créances de la Région Auvergne Rhône Alpes (travaux d'extension et de réhabilitation du bâtiment de 2019 et COMESUP) et 328 656 € de créances supplémentaires au compte 4111.

3.2.2. Les avances et acomptes versés sur commandes

Néant

20

3.2.3. Les charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance (compte 486) pour 40 000 € (42 000 € en 2022) sont des dépenses payées en 2023 dont une partie de la charge doit être reportée sur 2024 (abonnements ou locations par exemple).

3.2.4. Les stocks et en cours

L'IEPG ne comptabilise pas de stock.

3.2.5. Les produits à recevoir

Les produits à recevoir des clients concernent les contrats de recherche et les bourses de mobilité aide UGA (en remplacement partiel des bourses région). Les produits à recevoir pour les indus de paie n'ont pas été reconduits faute d'éléments probants et de certitude sur le montant (compte 7583). Un produit à recevoir a été comptabilisée pour la RAFP au titre des exercices 2019 à 2023 pour 75 000 €. Les produits à recevoir sont en diminution de 3.9%.

3.3. Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Conformément à l'article 47 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, l'IEPG a l'obligation de déposer ses fonds auprès du Trésor Public. L'article 197 du même décret stipule que les fonds déposés au Trésor ne bénéficient d'aucune rémunération ; les fonds de l'IEPG ne sont donc pas placés.

La trésorerie se situe à 8 083 931 € à la fin de l'exercice 2023, soit 522 jours de dépenses de fonctionnement (contre 619 au 31 décembre 2022). La trésorerie est en augmentation de 12.3% et de 32.8% sur 2 ans. Elle permet de faire face aux dettes inscrites au passif. La trésorerie est un terme économique et comptable qui désigne les sommes immédiatement mobilisables par un établissement. Elle correspond à la différence entre les actifs disponibles dont dispose l'établissement, qui regroupe les comptes bancaires créditeurs et les sommes disponibles en caisse, et ses dettes à court terme. Ce niveau de trésorerie est bien au-delà du seuil prudentiel de 60 jours conseillé par les directives ministérielles pour les établissements non-RCE.

Le solde de trésorerie fait l'objet d'un relevé quotidien à l'agence comptable, qui vérifie en permanence l'adéquation du solde avec les flux de dépenses en instance de paiement.

3.4. Les fonds propres

Les fonds propres de l'IEPG sont composés :

- Des réserves de l'établissement, constituées des excédents des exercices précédents,
- Du report à nouveau créditeur (110) ou débiteur (119),
- Du résultat de l'exercice (120 ou 129),
- Des financements externes de l'actif (dont la valeur des biens remis en dotation à l'établissement), compte tenu des reprises au compte de résultat.

A noter que l'IEPG a fait le choix d'affecter le résultat de l'exercice au report à nouveau.

Dans le schéma économique de l'IEPG, ils représentent près de 85% du passif. L'IEPG n'a pas recours à l'emprunt pour financer ses actifs.

Le tableau de variation des fonds propres se présente ainsi :

	31/12/2022	Correction d'erreurs	Affectation du résultat de l'ex. précédent	Nouveaux financements	Rattachement de FEA	Reprises de FEA/dotation consomptible	Résultat de l'exercice	PAR/PCA	31/12/2023
Financements Etat non rattachés à des actifs	168 961				(168 961)				0
Financements Etat rattachés à des actifs	3 819 741	120 845			168 961	(332 348)			3 777 199
Financements autres que l'Etat non rattachés à des actifs	157 805			217 000	(221 014)			(153 791)	0
Financements autres que l'Etat rattachés à des actifs	366 393				221 014	(52 861)			534 546
Sous-total Financements externes de l'actif (FEA)	4 512 900	120 845		217 000	0	(385 209)		(153 791)	4 311 745
Réserves	1 567 038								1 567 038
Report à nouveau	4 109 070	(120 845)	1 703 182						5 691 406
Résultat de l'exercice	1 703 182		(1 703 182)				387 217		387 217
TOTAL CAPITAUX PROPRES	11 892 190	0	0	217 000	0	(385 209)	387 217	(153 791)	11 957 406

Tous les nouveaux financements externes de l'actif sont indiqués dans la colonne « Nouveaux financements ». Lorsqu'ils sont rattachés à une immobilisation, ce transfert est traduit dans la colonne « Rattachement de FEA ».

La variation des fonds propres est quasi stable :

- Un résultat sur l'exercice en baisse passant de 1 703 182 € à 387 217 € ;
- Une augmentation très sensible des reprises de FEA liée à l'amortissement comptable du bâtiment de l'IEPG ;
- Des produits à recevoir pour 21 209 € ;
- Des corrections d'erreur pour 175 000 € liés à des subventions de la Région Auvergne Rhône-Alpes (travaux d'extension et de réhabilitation du bâtiment de 2019 et COMESUP).

A noter que, pour se conformer à l'instruction n°13-0023 du 20 novembre 2013, les rattachements de subvention ont été effectués sur l'exercice 2023 du montant des produits à recevoir.

3.5. Les provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès l'instant que naît une obligation de l'établissement à l'égard d'un tiers, dont il est probable ou certain que celle-ci provoquera une sortie de ressources au profit du tiers sans contrepartie attendue de celui-ci. L'inscription au passif en provision et non en charge se justifie par le fait que l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon définitive. L'évaluation de la provision est faite sur la base de la meilleure évaluation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation. Au 31 décembre 2023, le montant total des provisions pour risques

et charges s'élève à 68 910 €.

Des provisions ont été constituées pour les cas suivants :

	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Litige	0	60 000		60 000
Autres	30 000		30 000	0
Provisions pour risques	30 000	60 000	30 000	60 000
Provision CET	99 866		90 956	8 910
Provisions pour charges	99 866		90 956	8 910
TOTAL PROVISIONS				

La provision pour litige concerne un contentieux avec un personnel pour un montant de 60 000 €.

Une provision avait été comptabilisée en 2019 pour un montant de 30 000 € pour des litiges de vacations d'enseignement. Faute d'éléments suffisants et probants, la provision a été reprise dans son intégralité.

La provision pour CET s'élevait en début d'exercice à 99 866 €. Cette provision intégrait les congés payés non pris et les jours épargnés sur compte épargne temps pour les personnels titulaires et contractuels. Or, l'IEPG ne bénéficiant pas des compétences et responsabilités élargies, la provision pour les personnels titulaires était sans fondement. En conséquence, une reprise sur provision a été comptabilisée pour 90 956 €.

23

3.6. Emprunts et dettes financières

Néant

3.7. Les dettes non financières

Les dettes non financières sont formées principalement des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales, des avances reçues et des produits constatés d'avance.

	31/12/2022	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	438 542	462 128
Dettes fiscales et sociales	184 480	179 415
Autres dettes	363 064	591 134
Produits constatés d'avance (PCA)	104 825	88 299
Avances et acomptes	920 287	1 776 727
TOTAL	2 011 198	3 097 702

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le poste fournisseurs est en légère augmentation à 462 128 € au 31 décembre 2023.

Cette hausse s'explique principalement par le non-règlement des factures fournisseurs à la fin de l'exercice comptable faute de crédits de paiement suffisants pour 107 330 €.

Les charges à payer sont en légère baisse de 23 585 € (5.4%) par rapport à l'exercice précédent

L'établissement ne comptabilise aucune retenue de garantie sur des marchés de travaux.

Aucune pénalité n'est comptabilisée sur les marchés de travaux en cours.

Les dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont en baisse de 2.7% au 31 décembre 2023 et correspondent aux charges à payer de personnel et à la TVA.

Les avances et acomptes reçus

Ces dettes correspondent à des avances versées par des clients ou par des entités publiques, dans le cadre de dispositions contractuelles ou légales. Il s'agit des avances reçues au titre des opérations pluriannuelles. Elles s'élèvent à 1 776 727 € au 31 décembre 2023 et sont en très forte augmentation par rapport à 2022 (+ 93%). Cette forte hausse s'explique par le fait que l'établissement s'est mis en conformité à la fin de l'exercice avec les dispositions de l'instruction du 6 décembre 2013 référencée BOFIP-GCP-13-0023 relative aux modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles.

Les autres dettes non financières

Les autres dettes correspondent aux opérations en attente d'une affectation en produits ou d'un remboursement ; elles s'élèvent à 591 134 € sur l'exercice 2023. Ce chiffre est constitué principalement de :

- 22 068 € de recettes à classer en attente de régularisation ;
- 553 065 € de soldes de bourses Erasmus entre 2020 et 2023 ;
- 16 000 € pour les bourses AMI.

Les produits constatés d'avance

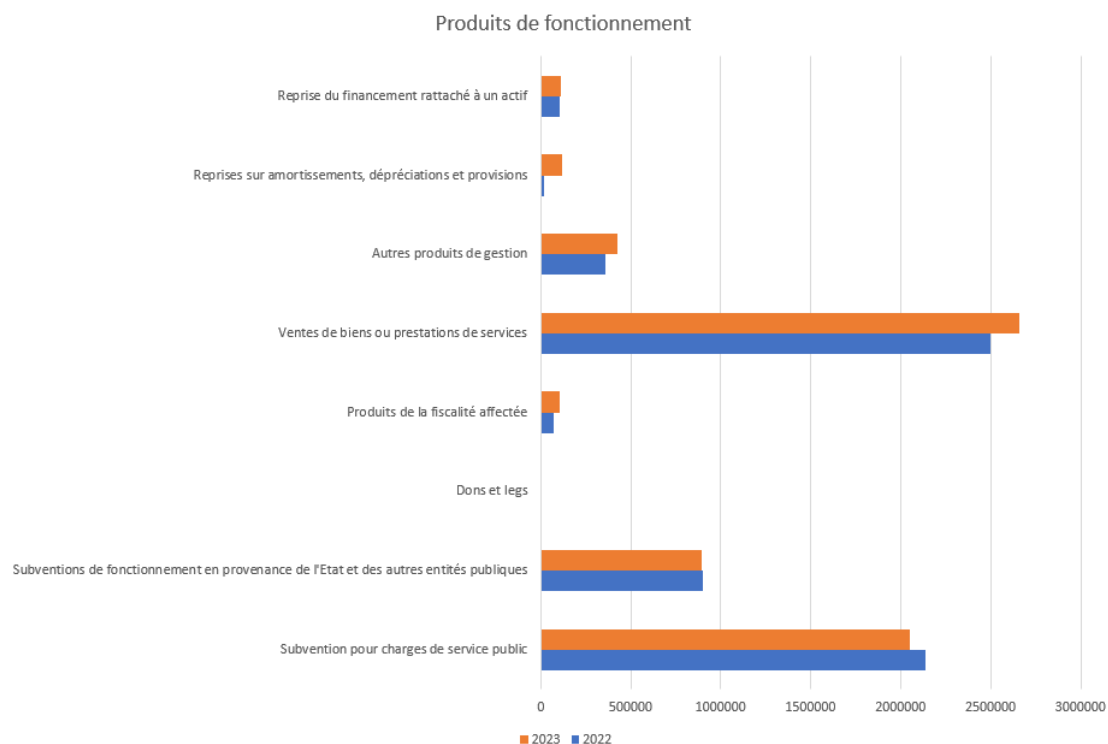
Les produits constatés d'avance représentent 88 299 € sur l'exercice 2023, en baisse de 15.8%. Ils concernent principalement les inscriptions de la formation continue pour l'année universitaire 2023/2024.

Les produits constatés d'avance concernent uniquement des produits d'exploitation.

4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1. Les produits de fonctionnement

Les produits sont en très légère augmentation pour l'année 2023 passant de 6 094 656 € à 6 359 045 €, soit une hausse de 4.4%.



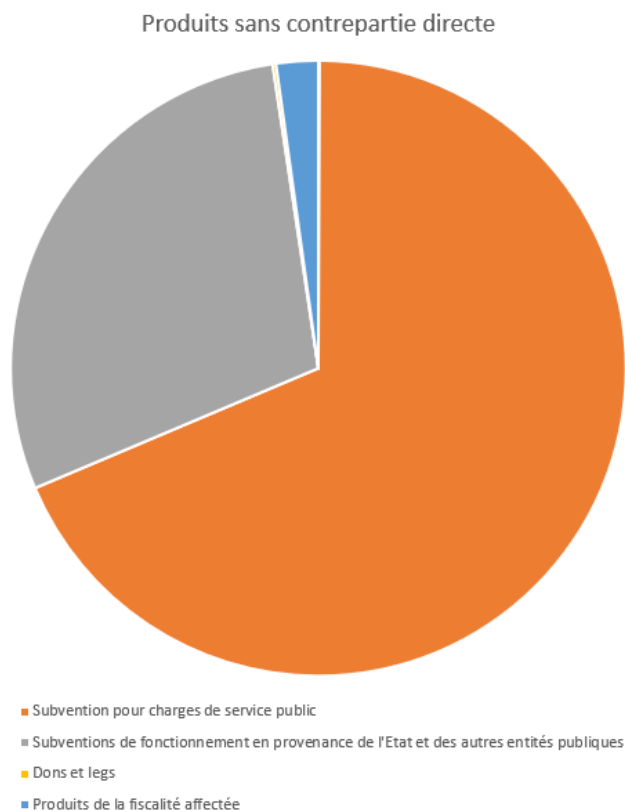
Les produits sont formés des :

- Produits sans contrepartie directe ;
- Produits avec contrepartie directe ;
- Autres produits ;
- Produits financiers.

4.1.1. Les produits sans contrepartie directe

Ces produits sont constitués par les subventions de fonctionnement, les dons et legs, et les produits de la fiscalité affectée.

Les produits sans contrepartie directe sont en diminution de 2% en 2023, soit 60 500 € en valeur.



La subvention pour charges de service public (SCSP) encaissée par l'IEPG en 2023 enregistre une baisse en valeur de 86 990 €, pour atteindre 2 048 814 €. Elle représente 32 % du total des produits et 67% des produits de fonctionnement sans contrepartie directe.

Le montant des subventions hors MESRI s'élève en 2023 à 894 848 € (contre 902 822 € en 2022).

Les subventions de fonctionnement sont décrites ci-après :

- Agence Nationale pour la Recherche (ANR) : 621 944 €
- Les collectivités territoriales locales pour un montant de 7 417 € ;
- L'Union européenne pour 10 342€ ;
- Les autres organismes publics : 119 000 € (Ministère de la fonction publique) ;
- La taxe d'apprentissage : 34 218 € ;
- Les autres subventions : 109 901 € (INSP, CNRS, Fondation nationale des sciences politiques).

L'IEPG n'a pas enregistré de dons et legs en 2023.

4.1.2. Les produits avec contrepartie directe

Ces produits sont constitués des produits de ventes de biens et de prestations de services (chiffre d'affaires), des produits de cessions d'éléments d'actifs, des reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, des reprises du financement rattaché à un actif et des autres produits de gestion ; ils s'élèvent à 3 312 289 €, en hausse de 11%.

Ces produits sont principalement constitués de :

En euros	2022	2023	Variation %
Droits d'inscription	1 699 043	1 924 485	13.2
Prestations de recherche	983	6 783	
Prestations de formation	646 251	617 922	-4.4
Autres	41 579	42 198	1.5
Mise à disposition de personnels	110 160	64 369	-42
Vente de biens ou prestations de services	2 498 016	2 655 757	6.3

Les droits d'inscription sont en nette hausse de +13.2%. Pour les prestations de recherche, une incertitude sur le financement octroyée par la FARAPEJ n'a pas conduit à la reconduction du produit à recevoir.

Les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions s'élèvent à 120 956 €.

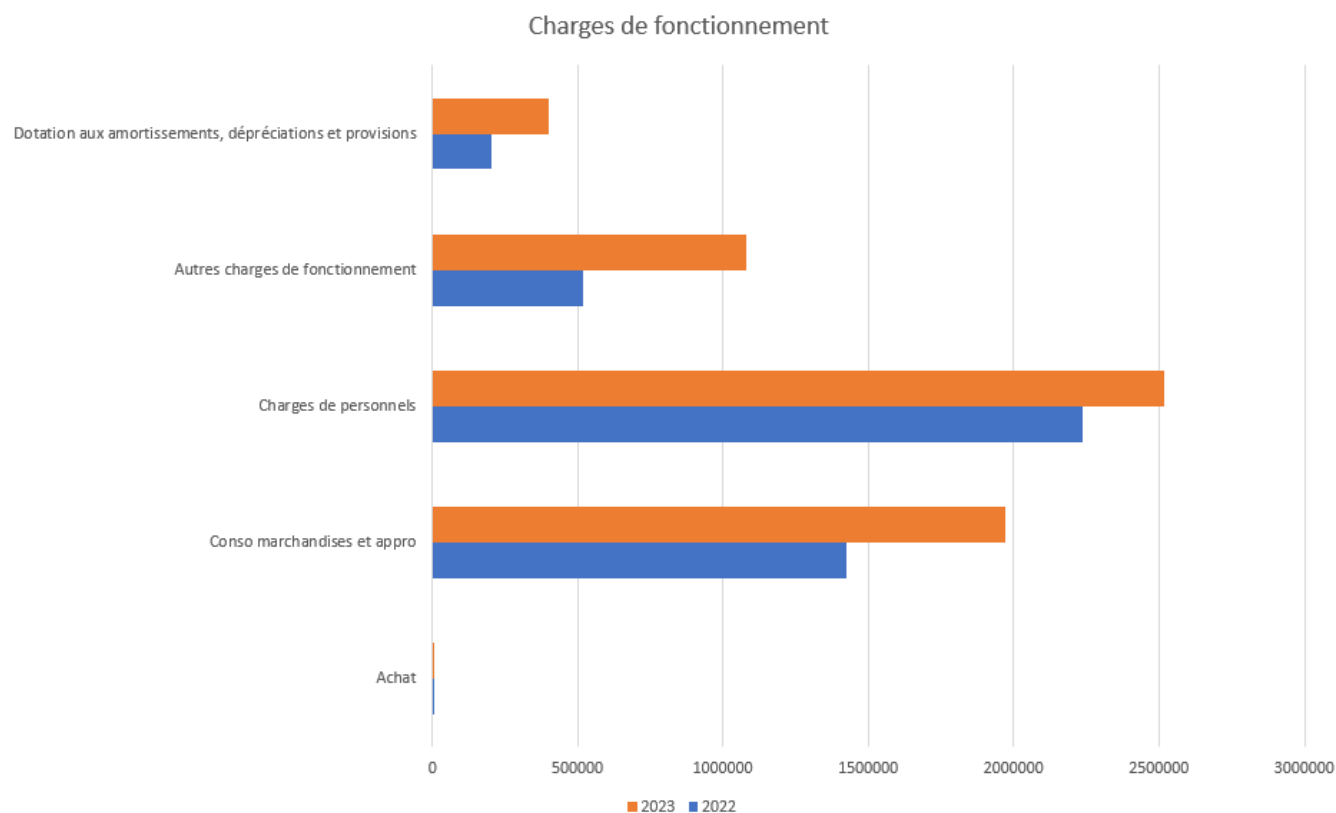
Le financement externe de l'actif est stable à 111 679 €.

Les autres produits de gestion représentent 423 897 € (droits de concours et frais de dossiers).

4.1.3. Les produits financiers

Les produits financiers correspondent aux gains de change dans le cadre des achats de biens en devise étrangère.

4.2. Les charges



Les charges sont constituées des :

- Consommations, approvisionnements et services extérieurs ;
- Charges de rémunération du personnel et charges sociales
- Autres charges de fonctionnement ;
- Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations ;
- Charges financières.

Les charges de fonctionnement sont en forte augmentation de 36% pour atteindre 5 971 827 €.

La comparaison effectuée ici sur les charges prend en compte les dérivations comptables de la nomenclature NACRES.

4.2.1. Les charges de consommations, d'approvisionnements et de services extérieurs

Les charges de consommations, d'approvisionnement et de services extérieurs (charges des comptes 60, 61 et 62) sont en nette augmentation de près de 38% par rapport à l'exercice 2022 et s'établissent à 1 970 204 €.

Il convient de souligner les évolutions particulières suivantes :

- Les dépenses de fluides (électricité et chauffage) sont en très nette augmentation : hausse de 57 751 € en raison de l'augmentation des tarifs de l'électricité (+96%) et de 13 310 € sur le chauffage (+20%) ;
- Fournitures et matériels d'enseignement : ce poste augmente de 33 867 € ;
- Fournitures d'entretien et de petits équipements : + 76 828 € (participation réseau site informatique UGA et équipements des salles pédagogiques) ;
- Charges locatives de copropriété : + 20 985 € (rattrapage des charges communes site UGA) ;
- Prestations extérieures de nettoyage : + 40 390 € (recours à des prestataires pour pallier aux absences de personnels de nettoyage) ;
- Honoraires : + 40 450 € (recours à des cabinets pour accompagnement aux projets et gestion de crise) ;
- Prestations extérieures d'informatique : + 29 609 € (schéma directeur du numérique) ;
- Prestations extérieures de gardiennage : + 43 652 € (sécurité du bâtiment) ;
- Entretien et réparation : hausse de 37 776 € (dépenses accompagnant le PPI) ;
- Documentation et bibliothèque : + 17 230 € ;
- Missions des personnels : hausse de 79 041 € (augmentation des déplacements liés aux projets de recherche hébergés par l'établissement) ;
- Frais de réception : hausse de 14 250 € (remise des diplômes et stratégie d'image de l'établissement).

Les frais de port et d'emballage s'élèvent à 3 923 € sur l'exercice 2023, en baisse de 37%.

Le taux de flexibilité des charges (total des charges des comptes 60, 61 et 62 rapporté au total des charges décaissables) est de 35%.

4.2.2. La masse salariale

La masse salariale est composée des charges de personnel contractuels (salaires et traitements, charges sociales et autres charges de personnel) et des impôts sur rémunérations (comptes 6331 et 6332). Elle représente 45 % des charges décaissables. La masse salariale des titulaires relève du ressort direct de l'Etat.

La masse salariale progresse de 12.4 % en 2023 (soit (+) 278 348 € en valeur), atteignant 2 515 113 €. A noter que cette progression concerne à la fois la rémunération du personnel (+) 89 062 € et les charges sociales (+) 190 180 €.

4.2.3. Les autres charges de fonctionnement

Les autres charges de fonctionnement sont composées notamment des impôts et taxes (hors impôts sur rémunérations) et des charges de fonctionnement diverses.

Ces charges ont quasiment doublé passant de 518 780 € à 1 081 142 €, sous l'influence de la forte augmentation de plusieurs postes :

- Redevances, brevets et concessions : + 71 675 € (nouvelles licences) ;
- Autres charges spécifiques : + 405 385 € (bourses étudiantes mobilités internationales) ;
- Annulation de titres de recettes des exercices antérieures : + 180 039 €.

Les annulations de titres de recettes d'exercices antérieurs (65830000) sont en très nette hausse en raison de la mise en conformité à la fin de l'exercice avec les dispositions de l'instruction du 6 décembre 2013 référencée BOFIP-GCP-13-0023 relative aux modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles.

4.2.4. Les dotations aux amortissements, provisions, dépréciations et VNC des éléments d'actifs cédés

Le poste « dotations aux amortissements, provisions et dépréciations et valeur nette comptable (VNC) des éléments d'actif cédés » double également à 400 975 € sur l'exercice 2023 en raison de l'intégration du terrain et du bâtiment de l'IEPG et des corrections effectuées.

En revanche, les provisions pour risques et charges varient de (-) 60 956 €.

4.2.5. Les charges financières

Les charges financières sont constituées des pertes de change dans le cadre des achats de biens en devise étrangère.

L'IEPG ne verse pas d'intérêts moratoires dans le cadre du règlement des factures à ses fournisseurs sans qu'il soit possible de déterminer avec précision le délai pour l'exercice 2023.

4.3. Le résultat patrimonial

Le résultat patrimonial de l'exercice 2023 (produits de fonctionnement – charges de fonctionnement) est de 387 217 €. Par comparaison, le résultat de l'exercice 2022 était de 1 703 182 €. Après trois exercices dégagant un résultat élevé, l'exercice 2023 est marqué par un excédent relatif.

4.4. La capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF constitue une ressource de financement pour la section en capital (investissements) en complément des subventions d'investissement.

Elle est calculée à partir du résultat de l'exercice augmenté de la dotation aux amortissements sur fonds propres (c'est-à-dire des annuités d'amortissement diminuées des reprises sur subventions d'investissement) et de la reprise sur provisions. Elle est par ailleurs alimentée par les plus-values (ou moins-values) sur les cessions d'actifs.

Dès lors, la CAF constitue un indicateur particulièrement pertinent pour analyser la capacité de l'établissement à dégager une marge de manœuvre favorable à son propre développement.

Le niveau de CAF doit être « suffisant » pour permettre de couvrir les besoins de l'établissement sur le plan de ses investissements (équipements et travaux immobiliers). La CAF non-consommée au terme de l'exercice vient alimenter le FDR (fonds de roulement). Celui-ci sert en année N+1 de fonds de réserves sur lequel sont puisés, sur décision budgétaire votée en conseil d'administration (budget initial ou rectificatif), les besoins éventuels de l'établissement pour son fonctionnement et ses investissements.

Capacité d'autofinancement 2023	En €
Total des produits	6 359 044
Total des charges	5 971 827
= Résultat patrimonial de l'exercice	387 217
+ Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	400 975
- Reprise aux amortissements et provisions	120 956
- VNC d'actifs cédés	
- Produits d'éléments d'actifs cédés	
- Reprises au résultat des financements de l'actif	111 679
= Capacité d'autofinancement de l'exercice	555 557

La CAF 2023 dégagée par la section de fonctionnement atteint un niveau de 555 557 € contre 1 782 707 € en 2022, en très nette diminution de 1 227 150 €. Sa composition fait apparaître les éléments suivants :

- un résultat comptable en diminution à 387 217 € par rapport à 2022 ;
- une très forte hausse des opérations d'ordre au titre des dotations aux amortissements et aux provisions ;
- une stabilité des reprises de financement des actifs ;
- des reprises de provisions de 120 956 €.

L'IEP de Grenoble n'a pas d'emprunt en cours et la CAF nette est donc équivalente à la CAF brute.

L'examen d'un ratio CAF / produits de fonctionnement encaissables établit ce dernier à 9%, bien en-deçà des 29.9% en 2022, mais au-dessus du seuil d'alerte établi par les directives ministérielles à 2%.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Evènements postérieurs à la clôture

Une reprise sur les dépréciations clients est à envisager sur l'exercice 2024 compte tenu des encaissements réalisés au titre des contrats de la Région Auvergne Rhône-Alpes.

5.2. Aspects environnementaux

L'activité globale de l'établissement n'a pas de conséquence significative sur l'environnement.

5.3. Engagements hors bilan

Il n'existe pas d'engagements relatifs à la retraite des personnels contractuels au 31 décembre 2023.

6. LA STRUCTURE FINANCIERE

6.1. Le fonds de roulement (FDR)

Le bilan, retraité sous forme d'un « bilan fonctionnel », permet de mesurer la solidité de la structure financière de l'établissement et de dégager le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Le fonds de roulement s'apparente à une réserve tant pour financer des investissements que pour assurer un fond de trésorerie suffisant pour couvrir le différentiel entre encaissements et décaissements. Cela correspond aux excédents définitifs que l'établissement a dégagés au cours du temps. Autrement dit, le fonds de roulement représente l'excédent des ressources durables sur les emplois stables, soit le surplus de ressources pérennes dont dispose l'établissement, après financement des investissements.

Cet excédent représente la marge de sécurité financière de l'établissement. Il permet de financer les investissements et les besoins du cycle d'exploitation nés du décalage entre l'encaissement des créances clients et le paiement des dettes fournisseurs.

Le fonds de roulement net global de l'exercice 2023 s'élève à 6 876 166 €. Il est en faible augmentation par rapport à l'exercice précédent (6 567 775 €) alors qu'il avait fortement progressé entre 2021 et 2022.

EMPLOIS STABLES	ACTIF IMMOBILISE BRUT	2023	RESSOURCES STABLES	RESSOURCES PROPRES	2023
	Immobilisations incorporelles	144 485		Fonds propres	11 957 406
	Immobilisations corporelles	8 846 371		Provisions pour risques et charges	68 910
	Immobilisations financières	5 000		Amortissements, dépréciations	3 845 706
	TOTAL I	8 995 857		Dettes financières	0
				TOTAL II	15 872 022

Fonds de roulement net global	6 876 166
--------------------------------------	------------------

Le fonds de roulement se vérifie également par les classes 1, 2 et 3 de la balance comptable :

Niveau du fonds de roulement	6 876 166
Résultat si positif	387 217
Total des soldes créditeurs classe 1	12 591 771
Total des soldes créditeurs classe 2	3 799 660
Solde débiteur 275	0
Dépréciations	40 046
TOTAL	16 824 694
Résultat si négatif	-
Total des soldes débiteurs classe 1	952 671
Total des soldes débiteurs classe 2	8 995 857
Total des soldes créditeurs classe 3	0
TOTAL	9 948 528

L'historique du fonds de roulement est le suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023
Fonds de roulement net global	3 032 564	3 843 289	4 801 981	6 567 775	6 876 166

Ratio du FDR en nombre de jours de fonctionnement : 444 (Total 68/Total classe 6 utile/360). Il était de 561 jours en 2022.

Le fonds de roulement se compose, pour l'exercice 2023, de :

- FDR disponible de 6 807 256 € ;
- 68 910 € de provisions et dépréciations.

6.2. La variation du fonds de roulement

Le tableau de financement des emplois durables permet d'apprécier les cycles de financement et d'investissement.

Il met en lumière les opérations qui ont contribué à l'évolution du patrimoine et fait apparaître les flux de trésorerie potentiels qui permettent d'expliquer la variation du fonds de roulement.

EMPLOIS DURABLES	2023	RESSOURCES DURABLES	RESSOURCES PROPRES	2023
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	555 557
Investissements	3 700 930		Financements de l'actif par l'Etat	3 390 555
Remboursements des dettes financières			Financements de l'actif par des tiers autres que l'Etat	63 209
TOTAL I	3 700 930		Autres ressources	0
			Augmentation des dettes financières	0
			TOTAL II	4 009 321

Variation du FR	308 391
-----------------	---------

A noter que les investissements prennent en compte l'intégration du patrimoine immobilier (3 390 555 €) et l'amortissement neutralisé du bâtiment de l'IEPG.

6.3. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le BFR est égal à la différence entre l'ensemble des créances (y compris les stocks) et les dettes à court terme. Une créance constatée, non encaissée génère un besoin de financement. A l'inverse, une dette non encore payée vient diminuer ce besoin de financement.

Le BFR traduit ainsi le décalage entre perception des recettes et paiement des dépenses.

Lorsqu'un BFR est négatif, cela traduit non pas un besoin mais une source de financement du fait du décalage temporel entre les décaissements et les encaissements créant ainsi un volume d'encaissements supérieur à celui des décaissements ce qui alimente favorablement la trésorerie disponible de l'établissement.

En €			
ACTIF CIRCULANT		PASSIF CIRCULANT	
2023		2023	
Créances d'exploitation		Dettes d'exploitation	
- Stocks bruts		- Dettes fournisseurs, comptes rattachés	641 542
- Avances, acompte sur commandes	0	- Avances et acomptes reçus sur commandes clients	1 776 727
- Clients, comptes rattachés bruts	1 841 984	- Autres dettes d'exploitation	0
- Autres créances d'exploitation	7449		
Créances hors exploitation		Dettes hors exploitation	
- Créances diverses	0	- Dettes diverses	591 133
- Charges constatées d'avance	40 504	- Produits constatés d'avance	88 299
TOTAL I	1 889 937	Total II	3 097 702
RESSOURCE EN FOND DE ROULEMENT			
(-) 1 207 765			

Les dettes d'exploitation et hors exploitation excédant les créances clients en attente d'encaissement, le besoin en fonds de roulement (BFR) au 31 décembre 2023 est négatif à hauteur de (-) 1 207 765 €.

L'historique du besoin en fonds de roulement est le suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023
Fonds de roulement net global	- 847 586	- 838 871	- 1 285 323	- 627 329	- 1 207 765

6.4. La trésorerie

La trésorerie permet d'établir l'équilibre entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

La trésorerie de l'IEPG a évolué de manière très favorable ces dernières années, passant de 3.8 millions en 2019 à plus de 8 millions d'euros à la fin de l'exercice 2023.

En €

Ressources stables	15 872 022
Emplois stables (actif immobilisé brut)	8 995 857
Fonds de roulement net global (a)	6 876 166

Passif circulant	3 097 702
Actif circulant	1 889 937
Ressource en fonds de roulement (b)	1 207 765

Trésorerie (a) + (b)	8 083 931
-----------------------------	------------------

L'historique de la trésorerie est le suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023
Trésorerie	3 880 150	4 682 160	6 087 304	7 195 104	8 083 931

Ratio de la trésorerie en nombre de jours de fonctionnement : 522 jours.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES Année 2023	C O M P T E F I N A N C I E R	
<p data-bbox="994 308 1288 368">Visa du compte financier de l'exercice 2023</p> <p data-bbox="152 451 1668 480">Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable public, notamment les articles 24, 32 et 212</p> <p data-bbox="152 563 1137 592">Le compte financier, établi par l'agent comptable, soumis au visa de l'ordonnateur, comprend</p> <ul data-bbox="152 600 2085 770" style="list-style-type: none"> - les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé et leur exécution ; (pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire) - le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, tel qu'exécuté ; (pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire) - les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret du 7 novembre 2012 susvisé : bilan, compte de résultat et annexe ; - la balance des valeurs inactives (le cas échéant) <p data-bbox="152 815 2123 876">Je certifie que ce compte financier retrace les comptabilités dont j'ai la charge et les ordres transmis à l'agent comptable en application des articles 24 et 32 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.</p> <p data-bbox="1693 959 2123 987">Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 12/03/2024</p> <p data-bbox="840 1032 1135 1099">La DIRECTRICE DE L'IEPG Sabine SAURUGGER</p>		